La crise du Covid-19: un moment critique pour l'Ukraine et pour le monde (2/2)

Description

Réflexion autour de la pandémie actuelle et de ses répercussions politiques sur les relations internationales et la politique étrangère ukrainienne.

Ce texte a été publié une première fois, en anglais, par *New Eastern Europe*, le 4 mai 2020. Traduction en français par Adrien Nonjon***, avec l'aimable autorisation de *New Eastern Europe*.

UKRAINIAN INSTITUTE FOR THE FUTURE

Deuxième partie (lire la première partie).

Vers un nouveau système international

Il n'est pas exclu qu'après la pandémie – souvent comparée à une guerre – une nouvelle situation critique à l'international émerge, comparable à celle vécue à la fin des deux guerres mondiales. Cette situation pourrait non seulement relancer le débat sur les normes qui régissent l'humanité, mais aussi déclencher une crise au sein des organisations internationales. Dans ces circonstances, il pourrait être enfin possible pour des pays comme l'Ukraine de trouver des acteurs influents et partageant ses idées afin de soulever la question d'une transformation en profondeur de l'ONU.

Certes, la résistance à une telle proposition serait forte. Mais le système onusien est déjà en train de perdre sa légitimité du fait de sa mauvaise gestion des crises et, notamment de celle liée à la pandémie actuelle. La structure institutionnelle actuelle du monde est déjà perçue par beaucoup, notamment par les Ukrainiens, comme obsolète pour relever les défis internationaux et humains de notre temps.

Le Secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres, soucieux de réformer, n'a pu mettre en œuvre aucun des changements de fond qu'il avait prévus lors de sa prise de fonction. En conséquence, l'occasion de réformer progressivement le système des Nations Unies a peut-être été manquée. La structure actuelle est pourtant de plus en plus perçue comme inadaptée aux problèmes les plus brûlants d'aujourd'hui. Chaque mois qui passe rend plus nécessaire des changements radicaux et non plus modérés.

Pour relancer l'ensemble du système onusien, il faudrait procéder à sa réévaluation approfondie. L'idéal serait que cela soit fait par un corps d'experts externes et indépendants. L'organisme qui a peut-être le plus besoin de réformes est l'Organisation mondiale de la santé, qui n'a pas réussi à anticiper la propagation du coronavirus. Une meilleure analyse, une communication publique plus claire et des conseils plus avisés auraient peut-être sauvé des dizaines de milliers de vies. L'anticipation de la pandémie aurait pu et aurait dû se faire beaucoup plus tôt. Cela inclut l'Ukraine, qui n'a pas pris au sérieux les premiers cas de Covid constatés en Europe occidentale.

A la lumière de cette expérience, l'humanité devrait réinventer le système actuel des Nations Unies plutôt que de simplement le réformer. L'organisation et ses organes ne remplissent tout simplement plus leurs missions. Ils se contentent, le plus souvent, de fournir des réponses tardives ou limitées aux crises et aux situations d'urgence auxquelles ils sont censés faire face. A quoi sert une OMS qui se comporte de façon « politiquement correcte » lorsqu'elle évalue les perspectives d'une épidémie ? Pourquoi une large partie de l'humanité doit-elle à présent payer le prix fort, parce que les fonctionnaires de l'OMS, dans une situation de crise, n'ont pas souhaité compliquer leurs relations avec la Chine ? Les institutions internationales qui ne peuvent agir sur la base de l'impartialité sont condamnées à l'inefficacité. Elles remettent ainsi en question la raison pour laquelle elles ont été créées.

À quoi pourrait ressembler le futur système international ?

La question de savoir quelles institutions ou quels groupes pourraient traiter de manière adéquate ces problèmes n'est pas résolue. Il ne semble pas y avoir pour le moment de force motrice suffisante pour initier une transformation totale des institutions internationales existantes.

Certains supputent qu'une relance du système international actuel conduira à la création d'une structure mondiale dotée de pouvoirs exécutifs, qui s'apparenterait à une forme de gouvernement mondial. Pourtant, les chances sont faibles qu'une telle institution voie le jour, même avec des pouvoirs limités. La création d'une institution supranationale permanente, synonyme pour les Etats-nations qui la créeraient de renoncement à leurs pouvoirs, est actuellement irréaliste. En dépit de ses valeurs communes, de sa géographie et de son héritage partagé, la civilisation européenne n'a toujours pas réussi, depuis près de 70 ans, à transformer la Commission européenne – autrefois créée en tant que Haute autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) – en un gouvernement de l'Union européenne.

On pourrait cependant imaginer une structure mondiale qui n'opérerait qu'en cas d'urgence. Cette organisation aurait pour mission de coordonner temporairement les pays afin de garantir une gestion de crise transcontinentale optimale. Alors que la pandémie actuelle se poursuit et que de nouveaux défis mondiaux se profilent, réclamant des solutions urgentes, cette idée pourrait rencontrer le soutien croissant des politiciens, des diplomates, des fonctionnaires et des citoyens du monde entier. Le financement de cette organisation pourrait être assuré par une taxe d'urgence mondiale ou par la mise en place d'un régime d'assurance international. Sa direction serait, quant à elle, déléguée à un conseil de surveillance composé non seulement (ou pas du tout) d'hommes politiques mais aussi de scientifiques et d'experts mondialement reconnus.

De toute évidence, la création d'un tel organisme sera difficile. Par exemple, les conditions exactes dans lesquelles cette structure supranationale s'arrogerait des pouvoirs relevant normalement du niveau national seraient compliquées à définir. De nombreux gouvernements pourraient soutenir cette idée, sur le principe. Mais certains tenteront de résister à tout partage réel du pouvoir et des coûts, même en cas d'urgence mondiale. Pourtant, les crises transnationales à venir, similaires à la pandémie actuelle, pourraient bien délégitimer et réduire progressivement cette résistance. Chaque calamité à venir va vraisemblablement accroître la popularité de structures mondiales d'urgence ou d'autre schémas comparables.

Évolution de la géopolitique et intégration occidentale de l'Ukraine

On spécule de plus en plus sur des changements de frontières à venir sur la carte du monde. L'unification ou la séparation de pays va dépendre de la durée et de l'intensité des crises qui questionnent le système actuel, basé sur l'ordre national. Il est difficile de prévoir avec exactitude ce qui va se passer. Mais il semble clair qu'une profonde transformation des outils d'interactions entre les pays est à l'œuvre.

Le système particulier d'équilibres et d'institutions créé après la Seconde Guerre mondiale ne peut être ni complètement abandonné ni ravivé. Une sorte de « Yalta-2 », c'est-à-dire une conférence des grandes puissances concernés par la partition du monde en sphères d'influence, n'est également plus envisageable. Il est difficile de maintenir des zones d'influence claires dans le monde actuel. Par exemple, les interventions armées peuvent être actuellement combattues par une quantité de moyens autres que militaires. Elles peuvent être repoussées avec des méthodes non-conventionnelles, qui peuvent causer des dommages imprévus et coûter à la puissance attaquante.

La domination de certaines régions par les grands acteurs mondiaux restera, à coup sûr, partie intégrante du système international futur. Mais les zones autrefois soumises à une influence semi-coloniale vont devenir de plus en plus hybrides. Elles ne connaîtront ni domination totale ni absence de contrôle de la part d'une grande puissance mais plutôt un mélange d'influence concurrentes, à différents niveaux. Le Kremlin le comprend bien, comme l'illustre, par exemple, la délivrance de passeports russes dans le Donbass ou la promotion d'une « fédéralisation » de l'Ukraine (sur le modèle bosniaque). Moscou comprend que son emprise sur les républiques de l'ex-URSS faiblit. Malgré ce, il souhaite maintenir son influence dans les pays post-soviétiques comme l'Ukraine qui pourraient envisager une intégration occidentale.

Quelles que soient les alternatives proposées par Moscou, l'adhésion à l'OTAN restera une priorité stratégique pour l'Ukraine. Les Ukrainiens peuvent-ils, cependant, être sûrs que l'OTAN serait prête à accueillir un pays comprenant potentiellement des millions de détenteurs d'un passeport russe ? Les pays membres seraient-ils prêts, concernant l'Ukraine, à respecter les obligations du Traité en ce qui concerne la protection d'un autre membre de l'Alliance ? Aujourd'hui encore, la question reste en suspens parmi les Etats membres.

L'aspiration de l'Ukraine à rejoindre l'Union européenne constitue également un défi. L'adhésion nécessite même une politique encore plus active de la part de l'Ukraine. Les schémas fondamentaux qui régissent l'État et la société ukrainiens doivent être fondamentalement changés. Même ainsi, de profondes réformes ne suffiront pas.

Nous devons également gagner le cœur et l'esprit des autres Européens. Cela inclut, par exemple, les Français et les Néerlandais, qui organiseront un jour un référendum sur la question de savoir si l'Ukraine peut rejoindre l'UE. Si nous agissons comme nous l'avons fait auparavant, il sera difficile de remporter cette bataille. Peut-être la pandémie et ses répercussions profondes peuvent-elles donner aux Ukrainiens l'occasion de sauter par-dessus leur propre ombre.

Contrairement à d'autres politiciens et commentateurs, nous ne nous attendons pas à ce que la crise actuelle provoque l'affaiblissement, voire la désintégration, de l'OTAN et de l'UE. Au contraire, nous pensons que le renforcement de ces organisations est nécessaire au maintien du leadership de l'Occident. Si l'OTAN et l'UE ne répondent pas à ce qu'on attend d'elles, l'espace transatlantique sera voué à disparaître. Les enjeux sont certes de taille mais cela peut aussi être un avantage.

Pour les Ukrainiens, ces enjeux ne sont pas seulement stratégiques mais existentiels. Resterons-nous une zone socio-économique hybride, une zone grise géopolitique ? Ou allons-nous enfin rejoindre la communauté euro-atlantique ? Croire que nous serons accueillis dans un monde transatlantique renouvelé simplement à cause de qui nous sommes est futile. La pandémie, en tant que rupture critique, ne nous fera pas changer d'objectifs. Au contraire, il s'agit d'une occasion à saisir pour nous débarrasser des anciennes mentalités et construire des institutions nouvelles, nécessaires pour intégrer l'espace euro-atlantique, avec l'aide de nos amis et de nos partenaires.

* Pavlo Klimkin, ancien ministre ukrainien des Affaires étrangères (2014-2019), est à la tête du Programme d'études européennes, régionales et russes de l'Ukrainian Institute for the Future (Kyiv).

** Andreas Umland est directeur du *Journal of Soviet and Post-Soviet Politics and Society (Ibidem,* Stuttgart) et expert senior à l'Ukrainian Institute for the Future (Kyiv).

*** Adrien Nonjon est doctorant en histoire à l'INALCO et Research Fellow à l'Institute for European, Russian, and Eurasian Studies (IERES).

Retour en haut de page

date créée
15/06/2020
Champs de Méta
Auteur-article : Pavlo Klimkin* & Andreas Umland**